



Contrats d'électricité à tarification dynamique

Date de la contribution : 13/09/2020

Introduction

La Fédération des Familles de France n'est pas favorable à la déréglementation qui a été effectuée depuis la loi Energie de 2000.
Néanmoins, il n'y a pas de raison de ne pas faire profiter les consommateurs de la situation actuelle. Aussi, dans ce cadre, sommes-nous favorables à l'utilisation de tarifs modulables.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'objectif du développement des offres à tarification dynamique ?

La Fédération des Familles de France partage cette analyse et déplore que cette réforme ne soit pas intervenue dix ans plus tôt.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à l'intérêt des offres à tarification dynamique pour les consommateurs et quant aux risques associés ?

La Fédération des Familles de France partage cette analyse.

Question 3 : Comment informer le consommateur des risques associés à une offre à tarification dynamique ? Cette communication doit-elle prendre un format différent selon les catégories de consommateurs visées ?

Le système bancaire a élaboré des procédures d'information sur les risques financiers de certains placements. Les consommateurs s'y sont habitués, et l'on peut donc s'inspirer de cette méthode pour construire une information utile au consommateur.

Par ailleurs, il convient de réglementer l'activité des agents commerciaux qui seront chargés de faire signer ces offres aux consommateurs, de manière à éviter préventivement de nombreux contentieux qui encombreront l'administration du Médiateur de l'Energie.

Question 4 : Quelles pourraient être les modalités de recueil du consentement permettant de répondre aux exigences de la directive ?

Voir question précédente.

Question 5 : Avez-vous connaissance de systèmes équivalents de tarification dynamique dans d'autres secteurs dont il serait possible de s'inspirer ? (par exemple, l'encadrement de la vente de produits financiers) ?

Effectivement, la vente de produits financiers.

Question 6 : Pensez-vous qu'une offre qui varie selon quelques postes horosaisonniers peut être considérée comme une offre à tarification dynamique ?

La Fédération des Familles de France estime que les tarifs TEMPO ou EJP, tels qu'ils étaient réalisés entre 1990 et 2000 répondent aussi à cette définition.

Question 7 : Pensez-vous que les offres intégrant des pointes mobiles peuvent-elles être considérées comme des offres à tarification dynamique ?



Oui, nous estimons que cela peut éventuellement répondre à cette question.

Question 8 : Quelles caractéristiques devrait avoir une offre répondant à la définition de l'article 11 de la directive 2019/944 ?

En plus de ce qui a déjà été énuméré aux questions précédentes, il est indispensable d'y introduire une version « intégriste » du RGPD pour toutes ces données techniques et commerciales.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les offres utilisant une référence de prix de marché moyennée sur une période longue, par exemple mensuelle ?

Cela peut être tenté à titre expérimental, puis analysé sur le REX, mais cela ne répond pas bien à la problématique des ENR.

Question 10 : Les offres à tarification dynamique doivent-elles reposer intégralement sur des prix de marché de court terme ?

Il convient de laisser un peu de liberté aux acteurs du marché pour que ceux-ci fassent des propositions.

Question 11 : Quelles difficultés les fournisseurs pourraient-ils rencontrer dans la construction d'offres de marché reflétant les variations des prix de marché de court terme ? Identifiez-vous des contraintes opérationnelles ?

La Fédération des Familles de France n'a pas d'opinion à fournir sur ce sujet.

Question 12 : Quel serait le temps nécessaire au développement et à la proposition de telles offres par les fournisseurs ?

La Fédération des Familles de France n'a pas d'opinion à fournir sur ce sujet.